

Le baromètre économique et social de la Marne

2005



En collaboration avec la Chambre de Commerce et d'industrie de Châlons-en-Champagne, Vitry-le-François, Sainte-Ménéhould

L'Essentiel

Si ce baromètre de l'activité économique et sociale dans la Marne, et plus largement en Champagne-Ardenne, était un thermomètre, celui-ci révélerait un état général quelque peu fiévreux. Mais le diagnostic établi par le médecin appelé au chevet du malade ne serait pas totalement alarmiste. Ou plutôt, il expliquerait que certaines parties du corps sont atteintes, mais que d'autres se portent à merveille. En clair, si la région dans son ensemble paraît frappée d'anémie, la Marne fait encore preuve de vitalité, en particulier dans les arrondissements de Reims et d'Épernay. Cette bonne santé est essentiellement due, mais ce n'est pas une surprise, à une agriculture prospère (la 3^e de France) et à un produit phare, le vin de Champagne. Ces deux éléments expliquent en grande partie que la Champagne-Ardenne affiche le 5^e PIB par habitant et que sa balance commerciale soit excédentaire. La Marne ajoute à ce tableau réjouissant un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale et à la moyenne nationale.

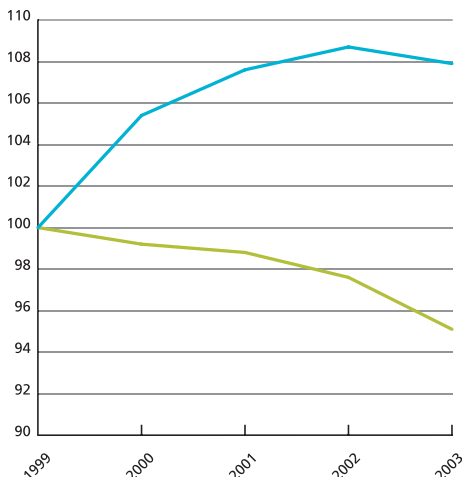
Mais c'est l'arbre qui cache la forêt, car parallèlement la région et le département souffrent de désindustrialisation, au bénéfice toutefois d'une tertiarisation de leur économie, avec un peu de retard sur la France.

Le taux d'emploi global est aussi moins élevé en Champagne-Ardenne que sur le reste du territoire, tandis que l'augmentation moindre du nombre de retraités semble indiquer moins un rajeunissement de la population qu'une plus grande évasion de résidents. Un certain nombre de signes encourageants montrent toutefois que la vie reste bien présente. Citons l'augmentation du nombre de brevets déposés, l'élan dans la construction de bureaux et de locaux industriels, ou encore le dynamisme du commerce dans certaines zones.

Au total, la carte qui se dessine à travers les différents graphiques présentés dans ces pages montre une économie, une région, et même une Marne, à deux vitesses.

Faits marquants

Marne : emploi dans l'industrie et le commerce*



*Y compris hôtel-restaurant, base 100 en 1999.
Source : INSEE/UNEDIC au 31/12/2003 provisoire.
Réalisation : CCIRE.

Contrairement à une idée reçue, le commerce marnais, hors grandes surfaces, n'est pas exsangue. Il a continué à créer de l'emploi depuis 1994, malgré un léger tassement observé en 2003 : 19,4 % d'employés en plus à la fin de cette période, pour un total de 28 965 salariés. Mais il est exact que, dans le même temps, la progression a été encore plus marquée du côté des hyper et supermarchés : + 44,4 % ! Les effectifs recensés dans la grande distribution en 2003 s'élevaient à 5 458 personnes, soit un peu plus d'un sixième des effectifs totaux, tous types de commerces confondus. En 2003, 34 423 personnes travaillaient dans le commerce dans la Marne (voir aussi p^o 3).

— Industrie — Commerce

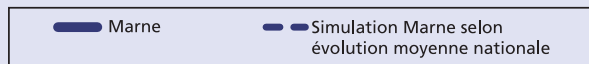
ASSURÉS SOCIAUX

Assurance maladie : population protégée globale*

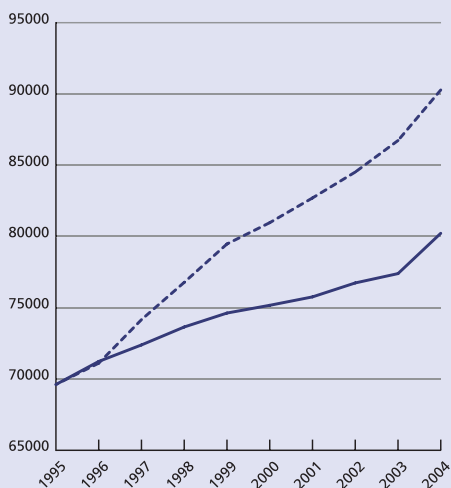


*En nombre d'assurés : régime Général + Régime Agricole, Marins, Mines, Militaires, Autres.
Source : CPAM Reims, réalisation : CCIRE.

Le nombre d'assujettis sociaux (tous régimes confondus) en ce qui concerne l'assurance maladie est quasiment stable depuis plusieurs années dans la Marne. A l'inverse de la France, où la courbe n'a pratiquement pas cessé de monter depuis 1994, année de référence de ce graphique. C'est probablement dû au fait que l'on dénombre de moins en moins d'agriculteurs et de militaires dans le département, car le régime général enregistre, lui, une croissance continue, quoique moins soutenue qu'au niveau national.

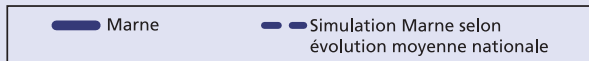


Retraite : bénéficiaire du régime général*

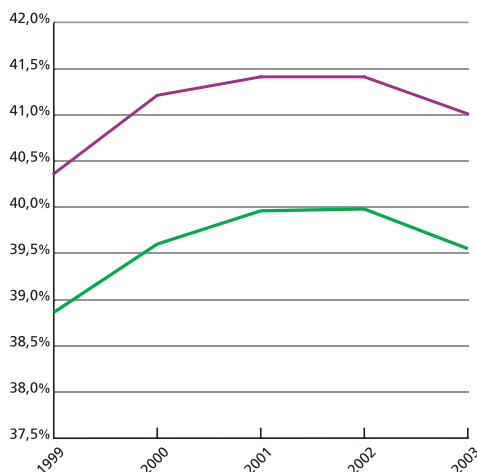


*En nombre d'assurés : régime Général, selon les résidents pris en charge.
Source : CRAM Nord Est, réalisation : CCIRE.

Le nombre de retraités (régime général) augmente dans la Marne, mais moins vite que dans le reste de la France : + 15,2 % entre 1995 et 2004 dans le département, contre + 16,6 % dans l'ensemble du pays. On observe par ailleurs une stagnation de la part relative de la Marne dans le total hexagonal : celle-ci se stabilise en effet à 0,84 % depuis quatre ans, au lieu de 0,85 % auparavant. Si la Marne vieillit moins, c'est surtout grâce à son rôle de pôle universitaire régionale et à ses étudiants.



Taux d'emploi salarié et non salarié* par rapport à la population totale



*En %. Estimation, au lieu de travail par région, pour les personnes résidant en France.
Source : INSEE, réalisation : CCIRE.

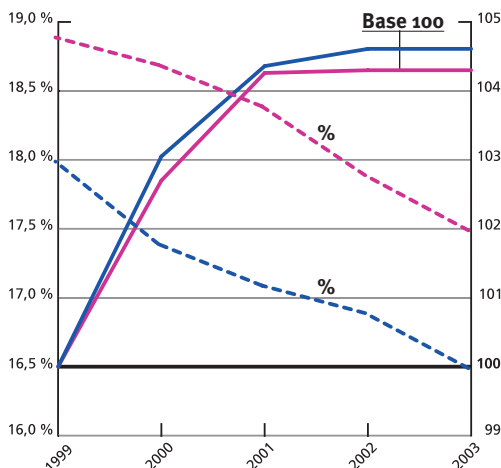
On travaille moins en Champagne-Ardenne que dans le reste de la France. Le taux d'emploi dans la région (39,55 % en 2003) est en effet inférieur à la moyenne nationale (41,01 %).

C'est clairement du côté des salariés que la région accuse un déficit, alors que le taux d'emploi des non-salariés est supérieur en Champagne-Ardenne au taux métropolitain. Au moins deux explications possibles : la nature plus masculine des emplois offerts (prédominance de l'agriculture et de l'industrie au détriment du tertiaire), qui se traduit par une moindre présence féminine, et la difficulté des jeunes Champardennais à s'insérer dans le tissu économique, avec comme conséquence pour eux un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. La proportion de salariés par rapport aux non-salariés augmente toutefois régulièrement en Champagne-Ardenne : on comptait 9,2 salariés pour 1 non-salarié en 1999, contre 9,7 salariés pour 1 non-salarié en 2003. La tertiarisation de l'économie favorise en effet l'employabilité des femmes. Ajoutons à cela la décroissance régulière du nombre de non-salariés.



Population & Emploi (suite)

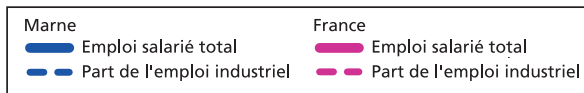
L'emploi salarié total et la part de l'emploi industriel*



*Base 100 en 1999 et part en %.
Source : INSEE, au 31/12/2003 provisoire, réalisation : CCIRE.

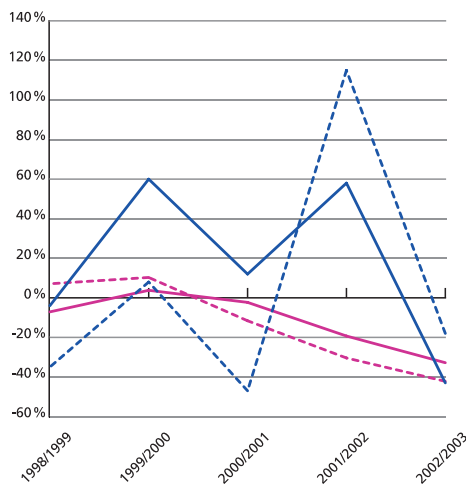
L'industrie marnaise perd régulièrement des emplois : 1 711 pour être précis, entre 1999 et 2003, soit une diminution de 4,87 %, contre une baisse de 3,16 % durant la même période en France.

Cette désindustrialisation s'exprime aussi dans l'érosion de la part de l'emploi industriel par rapport au nombre total de salariés dans la Marne : 16,46 % en 2003, contre 18,05 % en 1999. En France, ce pourcentage est de 17,47 % en 2003. La zone d'emploi de Reims concentre 57 % des emplois industriels de la Marne, celle de Châlons-en-Champagne, 26 %, et celle d'Épernay, 17 %.



Investissement

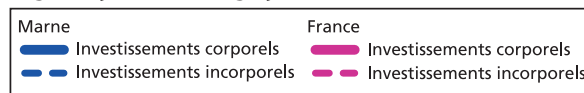
Investissements industriels*



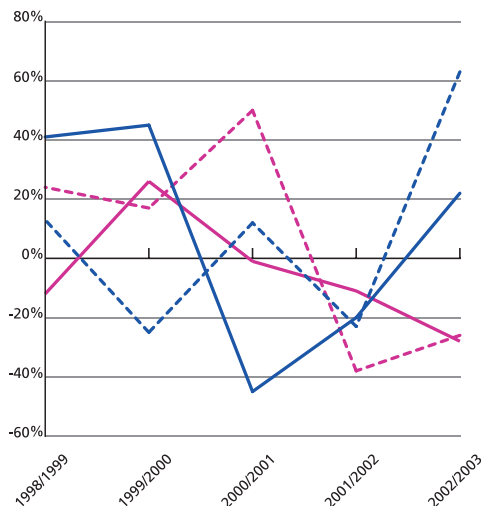
*Tous secteurs confondus, évolution en %.
Source : Diane, réalisation : CRICI et CCIRE, 2005.

Difficile d'asseoir des conclusions sur la base de statistiques aussi fluctuantes. Dans le domaine de la microéconomie (à l'échelle d'un département), les variations d'activité d'un secteur ou même d'un opérateur important peuvent influencer sensiblement sur l'ensemble des résultats. Ce fut le cas par exemple entre 1998 et 1999, où le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation atteignirent dans l'industrie, tous secteurs confondus, des chiffres records + 12 % pour le premier, + 48 % pour le second. Un phénomène directement imputable à "l'effet an 2000" qui fit faire un bond aux ventes de champagne. Hors champagne, mais aussi hors charcuterie, hors boulangerie et hors pâtisserie, ces chiffres retombent tous les deux à 3 %.

Légende pour les trois graphes :

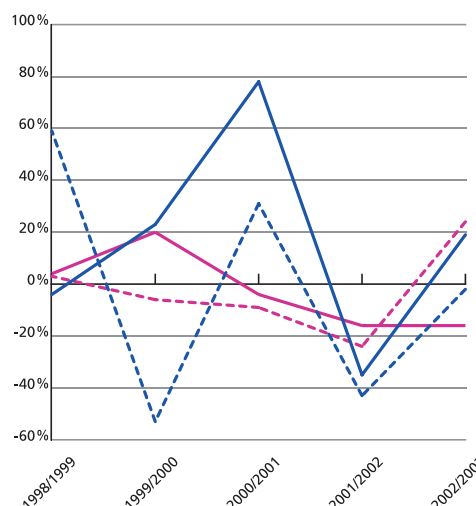


Investissements dans les services*



*Nomenclatures : EN+EP+EK+EL de la NES. Evolution en %.
Source : Diane, réalisation : CRICI et CCIRE, 2005.

Investissements dans le commerce*



*Nomenclatures EJ de la NES. Evolution en %.
Source : Diane, réalisation : CRICI et CCIRE, 2005.

Recherche & Développement

Brevet : demandes de brevet pour une protection en France selon la résidence du déposant *

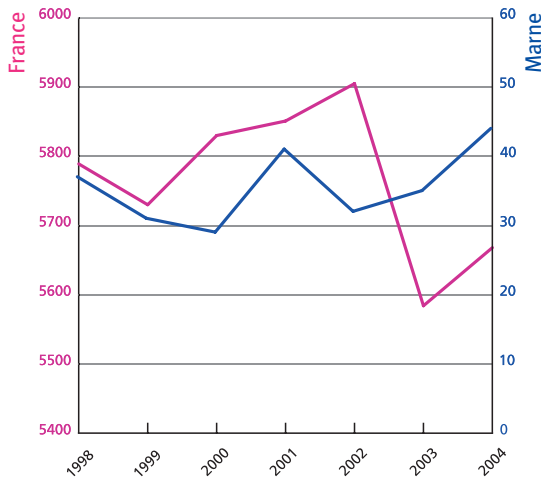


*Base 100 en 1996.
Source : INPI-OPI, réalisation : CCIRE.

Tous les clignotants sont au vert dans la Marne. Le nombre de demandes de brevet est en hausse quasi constante et a presque triplé en dix ans (101 en 2004 contre 35 en 1995). Une hausse de 13,83 % supérieure à celle observée en France (11,35 %) durant cette période. La Marne occupe une part croissante dans le total national (0,76 % des demandes en 2004 contre 0,26 % en 1995) et surtout régional : près des deux tiers des demandes de brevet en Champagne-Ardenne émanent de la Marne, au lieu d'un tiers il y a dix ans.

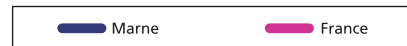


Brevets : nombre de déposants différents



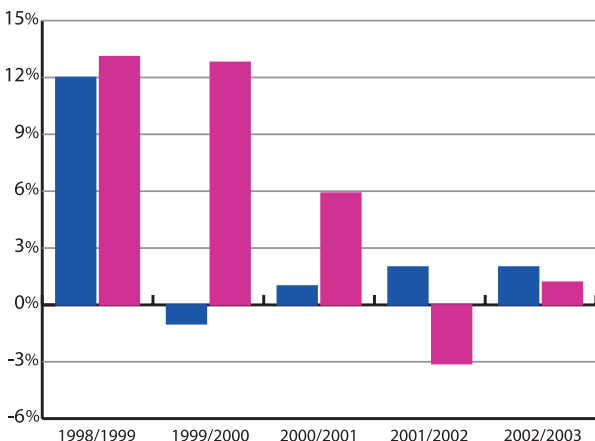
Source : INPI-OPI, réalisation : CCIRE.

Le nombre des principaux déposants marnais (c'est-à-dire qui effectuent plus de trois dépôts par an) a augmenté sensiblement — toutes choses étant relatives —, passant de 5 en 2002 à 8 en 2004. C'est surtout le nombre total de brevets publiés par ces "gros" déposants qui a fait un bond : 77 en 2004, contre 45 en 2002 et 49 en 2003. Mais ce surcroît d'activité n'a pas affecté le volume global des brevets déposés dans la Marne durant cette période : 101 en 2004, contre 99 en 2002. On notera avec intérêt que 4 demandes sur 5 dans la Marne sont le fait d'une personne morale (entreprises), une proportion nettement supérieure à la moyenne régionale.



Activités

Evolution du chiffre d'affaires industriel *



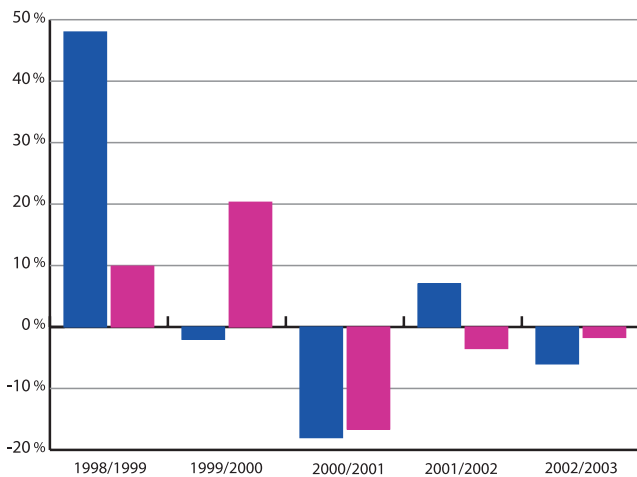
*Evolution en %.
Source : Diane, réalisation CRCI et CCIRE.

Après la hausse notable observée entre 1998 et 1999, les chiffres se sont stabilisés dans une fourchette basse comprise entre -1 et +2 %. La tendance des trois dernières années est à une croissance continue, quoique modérée. Les résultats à l'échelle de la France sont plus contrastés, puisque l'on passe de +13,1 % entre 1998 et 1999, à -3,1 % entre 2001-2002.



■ ■ ■ Activités (suite)

Evolution du résultat d'exploitation industriel *

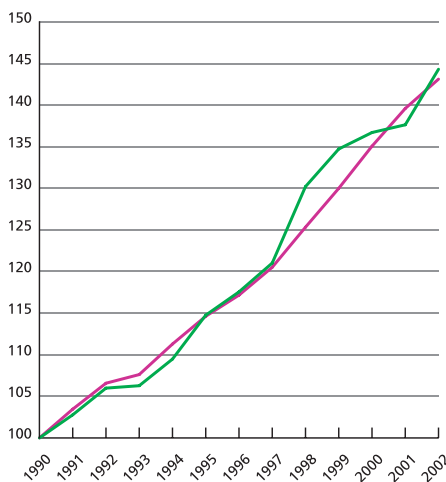


*Evolution en %.
Source : Diane, réalisation CRCI et CCIRE.

C'est un résultat en dents de scie qu'enregistrent les entreprises marnaises en ce qui concerne le solde de leurs charges et de leurs produits. A une année de hausse succède presque mécaniquement une année de baisse, deux années négatives (2000 et 2001) ayant toutefois suivi une année faste (1999). La situation est quelque peu différente en France, puisque trois années négatives ont succédé à deux années positives.



PIB * par habitant et rang de la Champagne-Ardenne/province



*Toutes activités, base 100 en 1990.
Source : Insee, valeurs 1990-2001 définitives en base 95, et 2002 provisoire, réalisation CCIRE.

Année	Rang*
1990	5
1991	8
1992	6
1993	6
1994	6
1995	6
1996	4
1997	3
1998	3
1999	3
2000	4
2001	6
2002	4

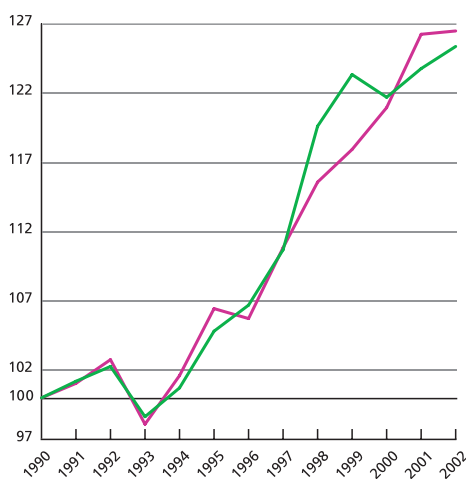
*Hors Ile de France et DOM-TOM

La Champagne-Ardenne région riche ?

Non si l'on s'en tient à son PIB exprimé en valeur absolue, avec lequel elle reste scotchée à la 17^e place depuis des lustres, conformément à sa taille démographique. Oui à considérer son PIB par habitant, où elle s'est hissée au 4^e rang en 2002 (près de 23 000 euros, chiffre supérieur à la moyenne provinciale). Depuis 1990, la région s'est pratiquement toujours maintenue dans le premier tiers du classement.



Valeur ajoutée industrielle* et rang de la Champagne-Ardenne/province



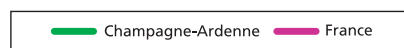
*Industrie : extrait NES14 = Industries agricoles et alimentaires, Industries des biens de consommation, Industrie des biens d'équipement, Industries des biens intermédiaires (base 100 en 1990).
Source : Insee, réalisation CCIRE.

Année	Rang*
1990	15
1991	15
1992	15
1993	15
1994	15
1995	15
1996	15
1997	15
1998	15
1999	15
2000	15
2001	15
2002	15

*Hors Ile de France et DOM-TOM

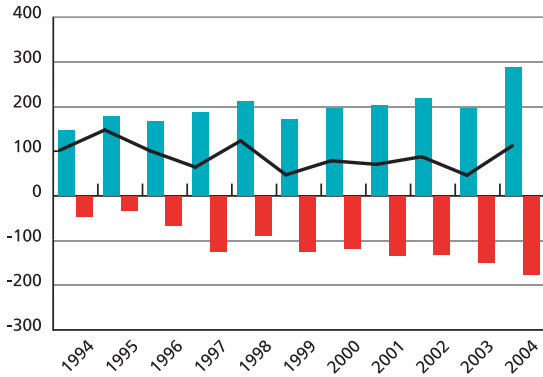
Dans ce domaine, la région ne brille pas par rapport aux autres régions, malgré un rattrapage passager.

Seul secteur où elle tire son épingle du jeu, l'agroalimentaire, avec une honorable 9^e place. La Champagne-Ardenne fait encore mieux avec son agriculture, la 3^e de France. Globalement, elle affichait la 15^e valeur ajoutée régionale en 2002 (17^e en tenant compte de l'Ile de France), classement quasi identique à celui de son PIB en valeur.

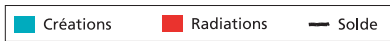


Moins de dix salariés

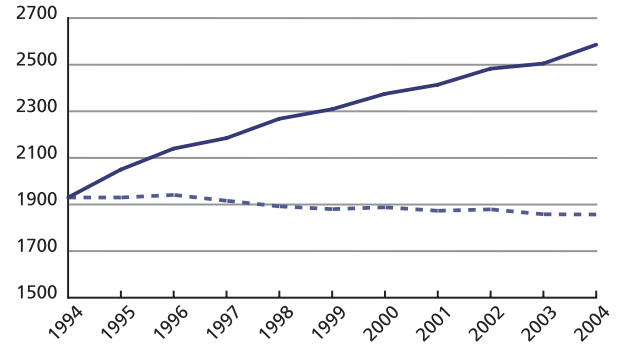
Marne : créations et radiations d'entreprises industrielles *



*En nombre d'établissements dont double inscrits.
Sources : CCIC et CCIRE, réalisation : CCIRE.



Nombre d'établissements industriels



Sources : Insee, CCIC et CCIRE, réalisation : CCIRE.

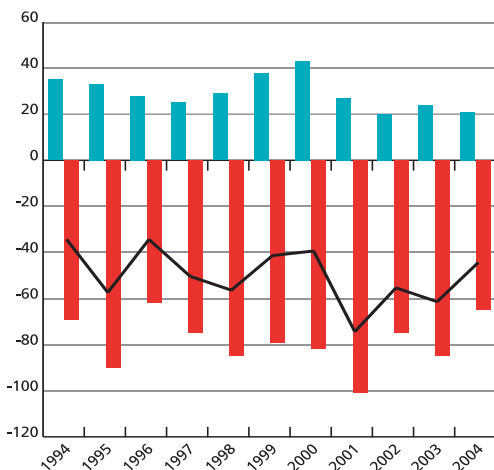


Au petit "jeu" des créations/radiations, les entreprises industrielles de moins de dix salariés s'en sortent plus qu'honorablement.

Le bilan est même positif pour elles, puisque entre 1994 et 2004 elles ont été 2 458 à voir le jour, contre 2 159 à fermer leurs portes. Fait notable, le rythme des créations et des radiations s'est accéléré ces dernières années, après une année de surchauffe absolue en 1998 (505 créations pour 496 radiations), témoignant d'une sorte d'emballement de l'économie. Ce sont incontestablement les TPE qui maintiennent un souffle d'espoir dans l'industrie marnaise.

Dix salariés et plus

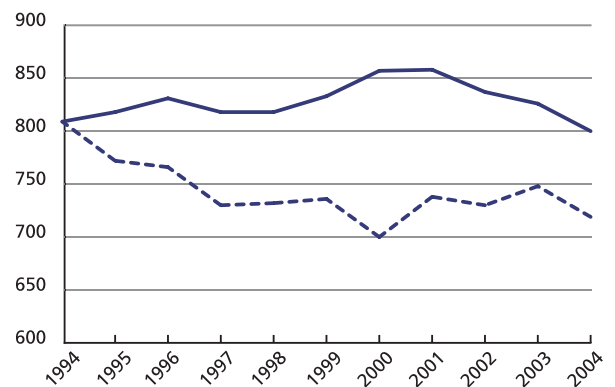
Marne : créations et radiations d'entreprises industrielles *



*En nombre d'établissements dont double inscrits.
Sources : CCIC et CCIRE, réalisation : CCIRE.



Nombre d'établissements industriels



Sources : Insee, CCIC et CCIRE, réalisation : CCIRE.



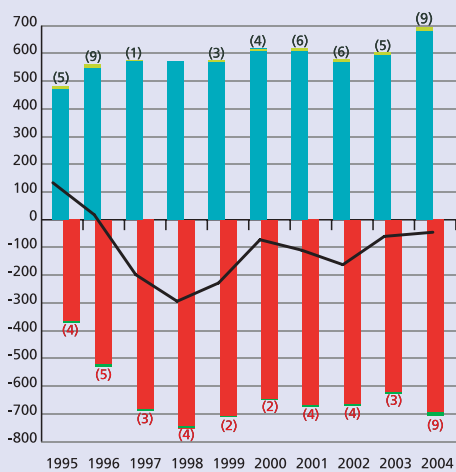
A l'inverse des entreprises de moins de dix salariés, les entreprises de plus de dix salariés viennent de traverser une sombre décennie.

Seules 323 d'entre elles ont été créées durant ce laps de temps, quand 545 autres disparaissaient. Contrairement aux TPE, les PME connaissent une érosion régulière, sans réels soubresauts, mais naturellement à un niveau élevé. Et le nombre de créations enregistrées annuellement dans cette catégorie a parallèlement diminué au cours de ces dernières années. Au total, si l'on agrège les résultats des entreprises de plus de dix salariés avec ceux des entreprises de moins de dix salariés, le solde s'avère négatif, avec une perte de 246 établissements entre 1994 et 2004. La désindustrialisation est en marche.

■ ■ ■ Création d'activités (suite)

COMMERCE

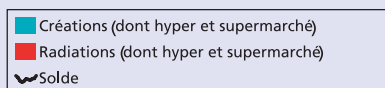
Marne : créations et radiations d'établissements dont Hyper et Supermarché *



*En nombre d'établissements.
Sources et réalisation : CCIRE, CCIC.

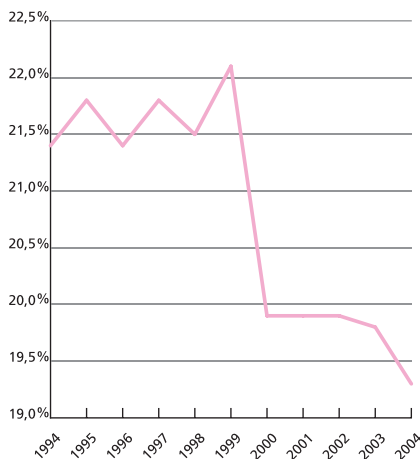
Situation extrêmement contrastée entre les arrondissements de Reims et d'Épernay d'un côté, et le reste du département de l'autre.

Le solde des créations et des radiations de commerces dans la Marne s'avère en effet très négatif, avec une perte de 508 unités entre 1995 et 2004, soit en moyenne une cinquantaine par an, tandis que le bilan rémo-sparnacien affiche un gain de 340 unités. L'érosion constatée dans la Marne (6 381 radiations contre 5 873 créations) ne concerne pas les grandes surfaces, puisque l'on comptait 9 hypermarchés et supermarchés de plus en 2004 par rapport à 1995, dont 5 sur les secteurs de Reims et d'Épernay.



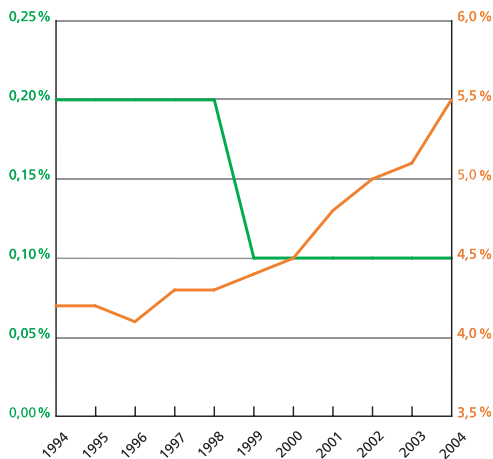
Sites de production français dont le siège social est hors de la région d'implantation :

Sièges en Ile de France (%)



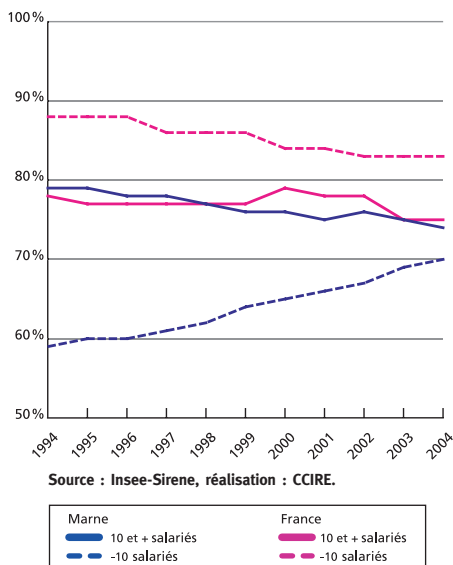
Source : Insee-Sirene, réalisation : CCIRE.

Sièges en Champagne-Ardenne et les autres régions (%)



Source : Insee-Sirene, réalisation : CCIRE.

Sièges par rapport au nombre total d'établissements industriels



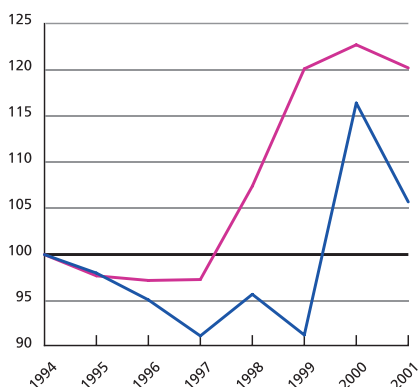
Source : Insee-Sirene, réalisation : CCIRE.

Les régions françaises sont de moins en moins dépendantes de l'Ile-de-France pour leurs emplois industriels.

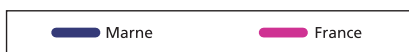
Le taux de dépendance est aujourd'hui de 19,3 %, alors qu'il a atteint jusqu'à 22,1 % (en 1999). Curieusement, ce sont les entreprises de 10 salariés et plus qui ont gagné en autonomie, tandis que celles de moins de 10 salariés ont perdu un peu de la leur, certes à des niveaux encore peu significatifs. La Marne tend également à s'émanciper, puisque 71 % des sociétés résidentes ont leur siège ou leur établissement principal dans le département, contre 65,2 % en 1994. Mais les courbes sont inversées par rapport au reste de la France. Les entreprises marnaises de moins de dix salariés s'affranchissent en effet de plus en plus de la tutelle extérieure, tandis que l'on observe une autonomie décroissante chez les entreprises de plus de dix salariés. Un phénomène à croiser avec un autre fait notable : le taux de dépendance des emplois industriels en France vis-à-vis de la Champagne-Ardenne est descendu depuis 1999 de 0,2 à 0,1 %, alors que les autres régions ont accru leur interdépendance. Mises bout à bout, toutes ces données laissent à penser que le développement de l'économie marnaise (2 404 sièges et établissements principaux en 2004, contre 1 786 en 1994) se fait de manière endogène, presque autarcique. En clair, ce sont les acteurs économiques marnais eux-mêmes, et plus particulièrement les TPE, qui créent de l'activité.

Immobilier

Logements : évolution des m² engagés *

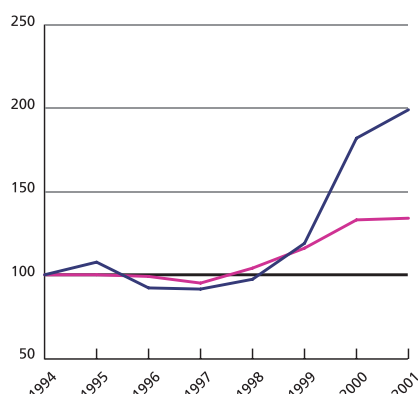


*Base 100 en 1994. Tout type d'ouvrage en m² : individuel pur, individuel groupé, collectif, résidence principale et secondaire.
Source : Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement-DAEI-SES : SITADEL. Réalisation CCIRE.



La Marne a connu un pic en 2001 (derniers chiffres disponibles), avec 1 284 permis de construire délivrés. Mais la part qu'occupe le département en France reste stable et se situe dans une fourchette comprise entre 0,67 et 0,71 % des permis de construire délivrés au niveau national.

Locaux professionnels : évolution des m² engagés *



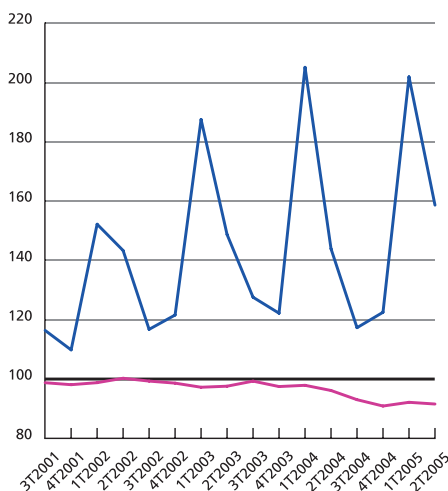
*Base 100 en 1994. Tout type d'ouvrage en m² : individuel pur, individuel groupé, collectif, résidence principale et secondaire).
Source : Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement-DAEI-SES : SITADEL, réalisation : CCIRE.



Pour la première fois, en 2000, la Marne a franchi le cap du 1 % du total des permis de construire délivrés en France (1,27 %), un souffié à peine retombé l'année suivante (1,14 %). Le département fait donc preuve d'un dynamisme dans la construction de bureaux, de locaux et de bâtiments à usage industriel supérieur à celui observé dans la construction pour les particuliers.

International

Taux de couverture export / import *



*Echange CAF-FAB hors matériel militaire.
Source : <http://lekiosque.finances.gouv.fr/>, réalisation : CCIRE.

La Marne, département exportateur ?

Oui, incontestablement. Son taux de couverture est toujours positif, alors que celui de la France est toujours négatif. En clair, elle exporte plus qu'elle n'importe, et sa balance commerciale reste bénéficiaire, quand celle du pays demeure déficitaire. Autre constante : la Marne réalise toujours ses meilleurs scores au 4^e trimestre, le 3^e trimestre arrivant en deuxième position, un phénomène qui ne s'observe pas systématiquement à l'échelle nationale. Cet effet "fin d'année" est vraisemblablement lié aux ventes de champagne avant les fêtes.



Contact

Responsable éditorial : Paul Wittmann
Rédaction : Frédéric Marais
Création-réalisation : CCIRE
Tél : 03 26 50 62 95
email : vincent.terny@reims.cci.fr

Note méthodologique à propos de la base de données Diane ©. Cette base de données ne recense que les entreprises déposant leurs comptes ; les établissements secondaires en sont donc exclus. Les évolutions sont calculées à partir d'un nombre constant d'entreprises d'une année sur l'autre c'est à dire celles ayant déposé leurs comptes chaque année sur la série étudiée.